



Après le temps électoral, vivement le temps de la lutte sociale !

Bardella, Le Pen et leur allié Ciotti n'ont pas pu sabrer le champagne dimanche soir et c'est tant mieux. Voir la mine défaite des dirigeants du Rassemblement national sur les plateaux télé a constitué un petit moment de bonheur pour toutes celles et ceux qui ne voulaient pas « essayer » l'extrême droite au gouvernement. Macron avait pris une claque au premier tour, Bardella en prend une au second... Il reste désormais à mettre définitivement KO toutes les politiques racistes et antisociales, et cela, ce n'est pas sur le ring électoral que nous pourrons le faire.

Bardella à Matignon, ce n'est pas pour cette fois...

Avec 143 députés – certes un record –, le RN et ses alliés n'obtiennent aucune majorité de gouvernement et arrivent troisièmes après le Nouveau Front populaire et les amis de Macron. La stratégie adoptée par les partis présents au second tour de « désistement républicain » a fonctionné. Malgré son arrivée en tête au premier tour, malgré son nombre de voix supérieur à celui de chacun des autres groupes au deuxième tour, le RN ne peut pas gouverner.

Mais ses idées et son poids dans la vie politique se renforcent inexorablement, ses résultats électoraux vont lui offrir une manne financière inédite : non, vraiment, on n'en a pas fini avec ce poison mortel qu'est l'extrême droite pour le monde du travail et la jeunesse. Et on n'en a pas fini avec cette politique en faveur des riches et des patrons menée par Macron depuis des années, et par des gouvernements de droite et de gauche avant lui, qui a pavé la voie au RN.

Le temps des tractations contre les classes populaires

Aucun des trois principaux blocs politiques prétendant à la gestion des affaires gouvernementales n'obtient de majorité absolue. Macron se voit de nouveau « en arbitre suprême » alors que sa détestation au sein des classes populaires est immense : lui et ses alliés arriveront-ils à débaucher d'autres politiciens de tout bord partageant la même servilité à l'égard des intérêts du patronat pour former un gouvernement toujours plus à droite ? L'alliance du Nouveau Front populaire a déjà largement étalé ses divisions et ses options contradictoires. Elle a remis en selle le PS et EELV qui ont gouverné avant Macron. Passera-t-elle la

première semaine post-électorale ou bien son unité de carton s'achèvera-t-elle avec les tractations sur celui qu'elle espère comme Premier ministre ?

Remettre les pendules à l'heure de la lutte sociale

Qui va nous permettre d'arracher les 400 euros de plus par mois et faire monter nos salaires, nos pensions et nos revenus à 2000 euros net par mois ? Qui va indexer nos salaires sur les prix ? Qui va interdire les licenciements dans le privé et toutes les suppressions d'emploi dans les services publics ? Qui va nous permettre de partir à la retraite à 60 ans en ayant cotisé 37,5 annuités ? Qui va faire abroger toutes les lois racistes prises depuis 40 ans et obtenir la régularisation de tous les sans-papiers ? Qui va mettre fin au saccage écologique de la planète ? Qui va donner du boulot à toutes et tous en réduisant massivement le temps de travail et la charge de travail ?

Ce n'est ni à l'Élysée, ni à Matignon, ni à l'Assemblée que nous obtiendrons satisfaction ! C'est par nos luttes, nos grèves, nos mobilisations de rue, comme en 1936, lorsqu'après un mois de grève générale et d'occupation des lieux de travail, les congés payés, la semaine de 40 heures et des augmentations de salaire ont été arrachés au patronat... Le gouvernement de Front populaire n'y était pour rien, il n'avait même pas été capable de donner le droit de vote aux femmes ni l'indépendance aux colonies !

Car tant que nous n'aurons pas obtenu satisfaction sur des revendications vitales pour le monde travail, l'extrême droite creusera son sillon et déversera sa propagande raciste et xénophobe. C'est pour dire cela et en convaincre largement autour de nous que nous appelons avec d'autres organisations à manifester à Paris le 14 juillet.

Prix de l'eau : le coût des profits

Les lobbies de la gestion privée de l'eau poussent à fond pour obtenir une hausse générale des prix. Leur baratin relayé par des agences de comm' pourrait bien trouver des oreilles complaisantes du côté des élus locaux chargés de prendre la décision. Un baratin qui ne dit pas les records de bénéfices de Veolia : 6,5 milliards d'euros en 2023. Avec le groupe Suez, ils profitent d'un quasi-monopole sur le marché de l'eau et des déchets depuis 40 ans !

Alors, le renouvellement des conduites ou la hausse des salaires des agents, il y a de quoi l'amortir autrement qu'en alourdissant la facture des usagers !

Organisons-nous face au R-Haine

Durant l'entre-deux tour, les soutiens du RN ont affiché un racisme décomplexé, allant de l'injure à l'agression physique. Selon le décompte fait par *Mediapart*, il y a eu au moins une agression par jour. Une des dernières en date : jeudi 4 juillet à Saint-Étienne-du-Rouvray, une technicienne Enedis s'est fait agresser en plein travail, alors qu'elle intervenait dans un immeuble : « Sale négresse, tu vas retourner dans ton pays. » Elle a dû fuir les lieux.

Face à cette violence, seule l'organisation du monde du travail et notre solidarité pourra changer la donne. Diviser pour mieux régner, c'est toujours l'arme des patrons !

Un Premier ministre peut en cacher un autre !

Gabriel Attal donne sa démission. En bon petit soldat de Macron, il venait de durcir l'assurance chômage, faisant passer le seuil pour être indemnisé de six mois travaillés sur les 24 derniers à huit mois travaillés sur les 20 derniers, et la durée de l'indemnisation de 18 à 15 mois. De quoi obliger les chômeurs à accepter de sales boulots et faire pression sur les conditions de travail de tous les autres salariés. Les députés macronistes étant menacés de perdre leur job, Attal a suspendu sa sale réforme. Méfiance cependant : elle n'est pas abrogée, et le futur Premier ministre sera aussi l'ami des patrons !

Grande-Bretagne : les travaillistes ont gagné mais pas les classes populaires !

La victoire des travaillistes et de leur chef Keir Starmer aux élections législatives britanniques traduit en partie un ras-le-bol de 14 ans de gouvernements conservateurs, pas une adhésion populaire. L'abstention a été très élevée. Des candidats indépendants de gauche ont dénoncé l'abandon par Starmer de toute politique sociale, et

l'extrême droite progresse. La City, le cœur financier du capitalisme britannique, a plutôt bien accueilli les résultats. Le patronat sait qu'il n'a vraiment rien à craindre des travaillistes. Une fois de plus, les travailleurs ne devront compter que sur leurs propres forces.

Iran : des élections sans illusions

Massoud Pezeshkian vient d'être élu président de l'Iran... avec un taux d'abstention record depuis le début de la république islamique. De fait, le président n'a quasiment pas de pouvoir face au guide suprême, et certainement pas sur l'oppression des femmes, pilier du régime. Cet ancien ministre prône par ailleurs une politique pro-patronale décomplexée.

Que le président soit réformateur ou non, les travailleurs d'Iran devront l'affronter pour améliorer leurs conditions de vie. Leur manque d'enthousiasme pour l'élection montre que certains l'ont bien compris.

Pendant le massacre, la colonisation continue

L'État d'Israël a encore annexé une partie de la Cisjordanie, territoire en principe palestinien mais occupé par Israël depuis 1967. Le ministre qui administre ces territoires a requalifié une zone protégée en terres « d'État », autrement dit ouvertes à la création de nouvelles colonies israéliennes, au mépris du droit international. Ses protecteurs occidentaux protestent pour la forme, mais ils le laissent faire. Et voilà comment depuis le processus de paix de 1993, les colons israéliens de Cisjordanie ont vu leur nombre multiplié par au moins quatre...

Bordeaux : une agence de main-d'œuvre poursuivie pour trafic d'êtres humains

Les propriétaires d'une agence de main-d'œuvre viennent de comparaître en justice pour trafic d'êtres humains. Ils faisaient venir des saisonniers du Maroc, après leur avoir fait payer à chacun un « droit d'entrée » de 10 000 euros, les entassaient dans des taudis en leur réclamant un loyer mensuel de 200 euros avant de les faire travailler sans papiers sur de grandes exploitations viticoles du bordelais.

L'un des ouvriers qui a porté plainte a été payé 1 400 euros pour quatre mois de travail, sept jours sur sept, en commençant à 4 heures du matin et en faisant souvent une double journée. La même agence avait déjà fourni de la main-d'œuvre non déclarée à des pruniculteurs du Lot-et-Garonne. Le parquet a réclamé des peines de prison d'un à deux ans pour les prévenus. Quant aux viticulteurs bordelais qui les employaient, et qui ne pouvaient ignorer la situation, ils n'ont pas été inquiétés.